

Pensionnats autochtones : des corrections

HENRI GOULET, *Histoire des pensionnats indiens catholiques au Québec : le rôle déterminant des pères oblats*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 215 pages

Paul Laverdure

Volume 11, Number 3, Summer 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85805ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laverdure, P. (2017). Review of [Pensionnats autochtones : des corrections / HENRI GOULET, *Histoire des pensionnats indiens catholiques au Québec : le rôle déterminant des pères oblats*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 215 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 11(3), 7–8.

PENSIONNATS AUTOCHTONES : DES CORRECTIONS

Paul Laverdure

Directeur de la Bibliothèque et des Archives, Université de Sudbury

HENRI GOULET

HISTOIRE DES PENSIONNATS INDIENS CATHOLIQUES AU QUÉBEC : LE RÔLE DÉTERMINANT DES PÈRES OBLATS

Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 215 pages

Pourquoi des pensionnats? Henri Goulet rappelle d'abord la réponse que donnaient les Oblats à cette question et analyse leur posture :

Le mode de vie nomade d'une grande majorité de nations plus nordiques ne peut s'accommoder des écoles de jour. Les parents ne peuvent pas rester dans la communauté toute l'année, ils doivent la quitter pour leur travail en forêt et ils reconnaissent de plus en plus l'importance de l'éducation, d'où leur insistance pour construire des écoles-pensionnats. Au fond, les Oblats se présentent comme les seuls derniers défenseurs du mode de vie traditionnel des Indiens au Canada (p. 50).

Naturellement, les Oblats ne sont pas entièrement objectifs, puisque le pensionnat représente pour eux un milieu plus propice à la mission d'évangélisation (p. 53). Mais Henri Goulet offre des informations supplémentaires aux multiples témoignages livrés à la Commission de vérité et de réconciliation au sujet des pensionnats et des précisions tirées presque entièrement des archives des Oblats.

Premièrement, le Québec paraît différent du reste du Canada. Les pensionnats au Québec furent fondés tardivement (chapitre 1) parce qu'il n'y avait pas de traités et aucun financement prévu par Ottawa. Comme les réserves y furent créées seulement au milieu du XX^e siècle, les traumatismes signalés par la Commission n'y sont pas aussi répandus ni profonds qu'au Canada anglais.

Deuxièmement, les Oblats deviennent de farouches défenseurs des langues et cultures autochtones et voient clairement la solution fédérale d'intégration dans les écoles secondaires publiques au Québec comme au Canada entier comme de l'assimilation à la culture blanche, majoritairement non catholique (p. 54). Si «la très grande majorité des témoignages d'anciens pensionnaires affirment qu'il était strictement défendu de parler leur langue maternelle au risque de sévères punitions» (p. 104), Goulet martèle que c'est exactement le contraire que les Oblats prônaient. Pour les pères Oblats, afin de prévenir l'assimilation à la majorité protestante et anglaise, il importait de pré-

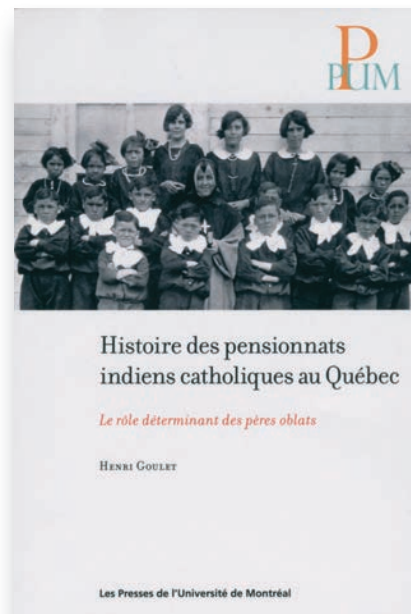
server chez les enfants «leur mentalité indienne: leurs coutumes, leurs traditions, leur langue» (p. 106-107). De plus, la connaissance de la langue par les Oblats favorisait leur rôle d'intermédiaires auprès des autorités fédérales, leur permettant de facilement justifier leur présence auprès des autochtones (p. 119), suivant la visée d'une chasse-gardée pour le catholicisme.

De plus, les Oblats demandaient de restructurer complètement le cours d'histoire du Canada «pour respecter la tradition et la personnalité ethniques des Indiens, faciliter une plus grande compréhension chez les non-Indiens, et surtout permettre à l'enfant indien de s'identifier objectivement et honorablement avec ses ancêtres» (p. 146-147). Les Oblats ne voulaient pas que l'enfant renie sa famille, son passé ou sa communauté, mais bien qu'il devienne un chef et un intermédiaire entre les cultures.

Le livre infirme la thèse selon laquelle les pensionnats, ou à tout le moins les pensionnats catholiques, supprimaient les langues et les cultures des autochtones. L'auteur relativise aussi la thèse selon laquelle les jeunes étaient arrachés par les agents des Églises et du gouvernement à leurs familles afin d'être placés dans les pensionnats.

C'est ainsi que les Oblats créent et gèrent les pensionnats de Fort-George (Chisasibi) en 1930, de Sept-Îles de 1952 à 1971, de Saint-Marc-de-Figuery (près d'Amos) de 1955 à 1973, et de Pointe-Bleue (Mashteuiatsh) de 1960 à 1973. Comparativement aux pensionnats du Canada anglais, résultant de l'œuvre du gouvernement fédéral et de la «rivalité féroce» (p. 58) entre les différentes Églises, au Québec, seul le premier pensionnat, à Fort-George, est le résultat de cette rivalité, entre catholiques et anglicans, les trois autres advenant plutôt pour contrer l'intégration des autochtones dans les écoles publiques parrainées par les deux paliers de gouvernements. Dès lors, chaque pensionnat est le fruit de cette intention de «maintenir la séparation salutaire entre les enfants indiens et les enfants blancs» (p. 100).

Troisièmement, l'auteur revoit l'histoire des quatre établissements, y trouvant maintes corrections et précisions pour la Fondation autochtone de guérison. Par exemple, Fort George ne ferme pas en 1952 comme le soutient la Fondation, mais bien en 1978, au moment où la Commission scolaire crie prend le contrôle de l'institution.



L'auteur analyse aussi la transformation des pensionnats en résidences étudiantes, remplaçant dès lors l'initiative et la responsabilité du côté du gouvernement fédéral. Par exemple, le choix des enfants ne se faisait pas par les Oblats, qui se plaignaient d'ailleurs que le gouvernement leur envoyait tous les problèmes, les cas sociaux et les cas médicaux. L'auteur relève aussi des cas où les parents ne voulaient pas conserver les enfants à la maison ou avec eux à la chasse (p. 115), et utilisaient les pensionnats comme des garderies gratuites. Le pensionnat de Pointe-Bleue, construit par le gouvernement fédéral à la hâte après des années d'attente, est sans terrains de jeux, sans gymnase et insuffisamment pourvu en toilettes et en douches (p. 160). Quand le gouvernement insistera finalement pour que les pensionnaires fréquentent les écoles déjà établies dans la région, cela constituera une transformation forcée. D'ailleurs, la décision du gouvernement fédéral de transformer la chapelle du pensionnat de Pointe-Bleue et son insistance pour que les Oblats se logent ailleurs conduisent ceux-ci à sonder leur intérêt à y rester.

Les Oblats cesseront leurs activités en reconnaissant que, même si les Cris de Fort-George ont abondamment utilisé les services du pensionnat, ils n'ont pas senti le besoin de se convertir à la religion catholique. L'expérience fut, à ce titre, davantage un échec pour les Oblats que pour les autochtones (p. 90). Et sans les Oblats et leurs collaborateurs (surtout leurs collaboratrices, les sœurs), prodiguant leurs services à bon marché, le modèle de pensionnat ne pouvait pas survivre. En effet, le sous-financement par le gouvernement fédéral est récurrent et accablant (p. 112-113 et 134-135). Saint-Marc-de-Figuery (Amos) fut même un gouffre financier pour les Oblats (p. 140). Non seulement les représentants du gouvernement fédéral essayaient constamment de réduire les dépenses, mais ils essayaient aussi de se départir entièrement de leur responsabilité

suite de la page 7



d'offrir l'éducation aux enfants, en transférant la responsabilité aux provinces (p. 144, 153). En 1969, dans la foulée du Livre blanc (officiellement: *La politique indienne du gouvernement du Canada*, 1969), le gouvernement fédéral insiste pour, à la fois, obtenir davantage de contrôle sur ce qui se fait dans les écoles et transformer les pensionnats en simples résidences, avec la volonté de transférer la gestion de la «politique indienne» aux provinces (p. 153). Les étudiants ne viennent alors que pour dormir, et les Oblats se sentent de plus en plus comme des fonctionnaires. Dès lors que le travail d'hôtellerie et d'animation des jeunes pendant les heures de repos peut relever davantage des laïques, les Oblats se retirent (p. 112-115).

L'auteur s'appuie surtout sur les archives oblates, et de ce fait, il n'a pas accès aux dossiers-choc qui ont bouleversé les Oblats et nous tous. Vers la fin du livre, il effleure certes les cas criminels qui ont paru dans les journaux longtemps après le départ des Oblats, mais c'est peut-être là une lacune qui demeure après cette lecture. Autres problèmes? La bibliographie pourrait être mieux construite. Elle révèle néanmoins que l'auteur a eu accès à des études non publiées dont certaines, y compris une des miennes, sont protégées par des clauses de confidentialité. En dépit de petites erreurs bibliographiques, on doit féliciter l'auteur d'avoir mis la main sur ces travaux pour préparer le sien. Pour le reste, le récit est très facile à lire et très bien édité.

En conclusion, Goulet montre que les Oblats sont, au Québec, les principaux instigateurs des pensionnats; pour l'évangélisation, pour isoler le peuple contre la sécularisation prônée par le gouvernement

fédéral et, plus tard, par la province. Le livre infirme la thèse selon laquelle les pensionnats, ou à tout le moins les pensionnats catholiques, supprimeraient les langues et les cultures des autochtones. L'auteur relativise aussi la thèse selon laquelle les jeunes étaient arrachés par les agents des Églises et du gouvernement à leurs familles afin d'être placés dans les pensionnats. Il présente maintes preuves du contraire; il démontre par exemple que ce sont les parents qui insistent sur l'éducation en pensionnat, et ce malgré le fait que le gouvernement leur supprimait alors les allocations familiales tandis qu'il les maintenait si l'enfant fréquentait une école locale. Les faits étalés dans ce livre et préservés dans les archives des Oblats montrent que le gouvernement fédéral a tout fait pour éviter ses obligations envers les Premières Nations, les fonds versés par enfant étant «dérisoires» (p. 186). En conséquence directe de ces décisions économiques, les pensionnats furent marqués par «un manque de nourriture, une piètre qualité des vêtements, des bâtiments délabrés, un manque d'espace, de gymnases et de salles de jeux» et par l'absence de personnel nécessaire et qualifié. Afin de joindre les deux bouts, les Oblats devaient augmenter le nombre d'élèves et multiplier les cours d'enseignement ménager ou de métier. La ferme d'Amos, comme c'était aussi le cas au Canada anglais, devait même participer au financement du pensionnat, ce qui fut un échec total dont les Oblats ont essuyé les pertes. Ultimement, Ottawa a manqué à ses devoirs et a transféré sa responsabilité à d'autres pour économiser les coûts, il a aussi constamment «imposé aux Églises des normes que lui-même n'aurait jamais été en mesure de respecter» (p. 187). Les pensionnaires en ont certainement souffert.

L'œuvre de Goulet servira comme une correction de la tradition orale mise en évidence par la Commission et maintenue par le Centre national pour la vérité et la réconciliation. ❖

L'air du temps

BERNARD ÉMOND
CAMARADE, FERME TON POSTE
 Montréal, Lux Éditions, 2016, 158 pages

Camarade ferme ton poste est un recueil de textes épars (2011 et 2016) d'une grande clairvoyance, tous aussi sévères que nécessaires. Les propos tenus sont dans la veine du précédent volume, *Il y a trop d'images*, paru en 2013, dont les écrits couvraient la période allant de 1995 à 2010. Le lecteur y trouvera la même volonté «d'attention au monde», de résistance à l'insignifiance qui conduit au vide des sociétés en perte des valeurs fondamentales comme celles du devoir, de l'honneur, de la gratitude. Il retrouvera cette résistance à l'oubli que Bernard Émond affiche autant dans ses écrits que dans ses films: «Je veux me souvenir, et si ce souvenir est souffrance, j'aime mieux souffrir qu'oublier. Je veux savoir ce que nous devons et à qui, je veux savoir ce qui nous a fait, ce que nous sommes en train de perdre, et que nous devrions transmettre sous peine de cesser d'être.» (p. 62)

Homme en colère, l'auteur n'en finit pas de vitupérer l'époque tout en s'avouant lui-même las de sa propre indignation. On peut certes être agacé par le moralisme de Bernard Émond, tant il est pénible de se voir dans le miroir dans lequel il se regarde d'ailleurs lui-même, mais il est difficile de ne pas acquiescer aux idées, car nous savons très bien que l'auteur a raison. Il a d'autant plus raison qu'il nous offre en échange la beauté du monde, l'acuité de son regard et cette «attention» qu'il réclame tant. En nous invitant à voir la beauté et à la sauver, l'auteur ouvre grand les portes de l'engagement, seule réponse possible à l'état actuel du monde. Cette beauté, l'auteur la nomme aussi «signature du Bien» (p. 41) et bien commun à défendre contre la laideur et la destruction: beauté du fleuve menacé par nos désirs effrénés de consommateur, beauté de nos petites églises de campagne, beauté des gestes de bonté.

Mais commençons par l'essai qui donne son titre à l'ouvrage. Lu à l'ouverture du 48^e Salon du livre de Rimouski, *Camarade ferme ton poste* est un éloge à la lecture et à la liberté qu'elle confère à condition toutefois de mettre de côté nos écrans: télé, ordinateur, tablette, lecteur mp3 et tout ce qui participe à ce que Bernard Émond appelle «la cacophonie du monde contemporain». Invitation à «affronter la solitude et à s'astreindre à la réflexion», à se tenir «loin du bruit et du fracas» pour devenir «sensibles aux êtres et aux choses», car pendant que «les médias créent des consommateurs, les bons livres peuvent créer des citoyens» (p. 87), résume l'essayiste avec son incroyable sens de la formule. Oui, il faut lire

pour échapper aux médias de masse qui nous livrent aux publicitaires. Lire parce que la littérature sert à la vie elle-même et «aux gens». Lire pour apprendre «l'attention au monde» dont Bernard Émond ne démord pas. Tel est le message. Il en est un autre d'une importance capitale: l'oubli tue, tout comme l'acculturation qui l'accompagne. L'auteur nous reproche, en effet, de nous «enfermer dans un présent absolu où le pain et les jeux sont l'horizon de l'existence humaine» (p. 91). Il nous reproche de nous laisser disparaître, de ne plus oser défendre l'idée même de nation et de culture commune en acceptant de vivre dans «un monde sans frontières, enfin débarrassées de notre difformité historique, enfin libres de nous-mêmes, de notre langue et de notre passé, multiculturels jusqu'à plus soif, ouverts jusqu'à l'évanouissement, ouverts dans la béatitude des centres d'achats, de la culture américaine, du divertissement virtuel et du rire obligatoire et permanent» (p. 61).

Ce n'est pas pour rien que le sentiment de la perte traverse toute l'œuvre de Bernard Émond. Cette perte, il nous dit l'avoir mise en scène dans ses films: «maisons brûlées, détruites ou abandonnées», métaphores du «déracinement contemporain de l'homme québécois, et de sa douleur» (p. 132). Dans «Le sens de la dette» (p. 61 à 76), l'essayiste remonte à la source de cette douleur qui est clairement nommée comme étant celle des peuples vaincus cherchant à noyer leur douleur plutôt qu'à l'affronter et la vaincre. À lire absolument, car c'est le cœur de l'ouvrage, la bouée jetée à la mer dans l'espoir d'un sursaut national, car il est clair pour l'auteur que seule l'indépendance peut nous sauver.

J'admire Bernard Émond pour la clarté et l'intransigeance de sa pensée, comme j'admire sa spiritualité d'incroyant, sa capacité d'entrer dans une église pour le silence, pour le recueillement, pour recevoir le passé, se souvenir de ce que nous sommes et de ce qui nous a façonnés, pour se faire petit, se sentir petit devant quelque chose de beaucoup plus grand que soi. *Camarade ferme ton poste*, m'a en outre permis de mieux connaître le cinéaste et l'écrivain qui nous révèle ici un peu de son parcours.

Françoise Bouffière
 Orthopédagogue

